

**ARRETE N°A2024\_402**

**Institution d'une zone de stationnement payant dans différentes voies de la Ville et réglementation du stationnement sur l'ensemble des voies de la commune**

**LE MAIRE DE BONDY,**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2521-2, L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 417-3, R. 417-2 à 417-6, R. 417-11 et R.417-12 ;

VU le code pénal et notamment l'article R. 610-5 ;

VU le code de l'action social et des familles ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 223-1 et R. 223-5 ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 6315-1 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et modifiée par les textes subséquents ;

VU la loi n° 2014-58 en date du 17 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi 2015-300 en date du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaire de la carte de stationnement ;

VU la circulaire ministérielle NOR INT/D95/00030/C du 26 janvier 1995 relative pour faciliter le stationnement accordé aux véhicules des médecins et sages-femmes, dans le cadre de leur activité professionnelle ;

VU l'avis de la Direction de la Voirie et Déplacement du Conseil Départemental de la Seine Saint-Denis à Livry-Gargan ;

VU l'avis de la DRIEAT (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports),

VU la délibération du Conseil Municipal n° DCM2024\_009 du **20 janvier 2024** ayant pour objet l'attribution de la gestion du stationnement payant sur voirie et hors voirie sous forme d'une concession DSP ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° DCM2024\_010 du **20 janvier 2024** fixant les tarifs du stationnement payant hors voirie ;





VU la délibération du Conseil Municipal n° DCM2024\_011 du **20 janvier 2024** fixant les tarifs du stationnement payant sur voirie ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° DCM2024\_012 du **20 janvier 2024** précise que la convention de mandat définit les conditions précises de collectes, d'encaissement et de versement des redevances ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° DCM2024\_13 du **20 janvier 2024** relatif au droit d'opposition à la collecte des données lors des contrôles du stationnement payant sur voirie ;

VU l'arrêté municipal n° 2001-455 du **5 juin 2001** restreignant la durée de stationnement à 24h ;

VU l'arrêté n° 2004-152 en date du **30 juin 2004** instituant une zone de stationnement payant sur l'Avenue Gallieni ;

VU l'arrêté municipal n° 2004-2034 du **18 novembre 2004**, accordant des facilités de stationnement aux véhicules des professionnels de santé ;

VU l'arrêté municipal n° 2017-515 du 4 décembre 2017, instituant une zone de stationnement payant et réglementant le stationnement ;

VU l'arrêté municipal n°A2024\_343 du 8 octobre 2024 instituant d'une zone de stationnement payant dans différentes voies de la Ville et réglementation du stationnement sur l'ensemble des voies de la commune ;

VU l'arrêté du 14 avril 2009 permettant la mise en œuvre par les collectivités de traitements automatisés ayant pour objet la constatation et la poursuite d'infraction pénale ;

**CONSIDÉRANT** que la réglementation du stationnement sur voirie a pour objectif de favoriser la rotation des véhicules en vue d'assurer la fluidité de la circulation et le désencombrement des rues ;

**CONSIDÉRANT** que l'application d'au forfait post-stationnement a pour but d'inciter au respect de la réglementation du stationnement payant sur voirie, et que l'amende est supprimée ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'adopter des mesures adaptées à la situation des résidents à proximité ou dans les zones de stationnement payant sur voirie ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'améliorer l'offre de stationnement en ville afin d'accueillir les visiteurs, et de faciliter l'activité des professionnels mobiles ;

**CONSIDÉRANT** que les véhicules de médecins peuvent bénéficier de mesures de tolérance en matière de stationnement pour des motifs professionnels, en application de la circulaire ministérielle du 26 janvier 1995 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que les agents de la Ville de Bondy et du Conseil Départemental interviennent sur le territoire communal à l'aide de véhicules identifiables concourant à un service public d'intérêt général ;

**CONSIDÉRANT** que les difficultés de stationnement en centre-ville engendrent des problèmes de circulation et des conséquences environnementales préjudiciables ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : A compter du **jeudi 02 janvier 2025**, le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°A2024\_343.